

Zwölfte Sitzung – Douzième séance

Mittwoch, 19. März 1980, Nachmittag

Mercredi 19 mars 1980, après-midi

16.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Fischer-Weinfelden

79.080

UNIDO. Beitritt – ONUDI. Adhésion

Botschaft und Beschlussentwurf vom 21. November 1979
(BBI III, 1073)

Message et projet d'arrêté du 21 novembre 1979 (FF III, 1069)

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Oehen

Nichteintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Proposition Oehen

Ne pas entrer en matière

M. Cevey, rapporteur: L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, que la pratique des abréviations par initiales nous permet d'appeler ONUDI en français et UNIDO en allemand, a été fondée le 22 novembre 1966 par l'Assemblée générale de l'ONU. Elle est ainsi devenue, dès le 1er janvier 1967, un organe de cette assemblée. Mais lors de la deuxième conférence générale de l'ONUDI tenue à Lima en 1975, il fut décidé de lui donner un statut d'institution spécialisée des Nations Unies. Les négociations, fort longues, sur ce nouveau statut ayant abouti en avril 1979, le Conseil fédéral nous demande d'approuver l'adhésion de la Suisse à cette nouvelle institution spécialisée.

Il faut d'emblée rappeler que notre pays est membre de l'ONUDI depuis sa fondation il y a treize ans et il n'est pas exagéré d'affirmer que nous avons participé activement aux travaux de cette institution appelée à favoriser l'industrialisation des pays en développement par des programmes d'action régionaux, nationaux et internationaux, par la coopération technique ainsi que par des recherches et la diffusion d'informations. Cette mission découle du principal objectif formulé lors de la Conférence de Lima: augmentation de la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale.

Dans cette perspective, l'ONUDI s'emploie à mettre sur pied dans plusieurs pays développés des bureaux de promotion de la coopération industrielle avec les pays moins favorisés. Il s'agit, comme le relevait déjà un communiqué du Département fédéral de l'économie publique et du Département politique fédéral en 1978, de faciliter la réalisation de projets à l'élaboration desquels l'ONUDI participe et qui sont d'un intérêt mutuel pour les parties en présence. A cet effet, il est souhaitable de permettre l'établissement de contacts entre les responsables des pays en développement intéressés et les entreprises et organisations des pays industrialisés à même d'apporter une contribution concrète à de tels projets, en fournissant ce qui est nécessaire à des réalisations, notamment la tech-

nologie, le «know how», la formation, la participation financière.

La Confédération a choisi de s'associer à cet effort en finançant la mise en place à Zurich d'un bureau destiné à promouvoir des projets dans les pays du tiers monde parmi les plus défavorisés. Ce bureau doit chercher à intéresser les milieux économiques suisses à des projets de développement industriel. Il doit aussi conseiller les promoteurs de tels projets et assister leurs partenaires éventuels lors des négociations engagées. Le message nous apprend qu'il a jusqu'à maintenant prêté notamment son concours à une banque de développement en Amérique latine qui, en collaboration avec une entreprise suisse, a pu organiser la restructuration d'une entreprise de production et de transformation du bois qui avait cessé son activité. Cette opération a permis de rétablir plus de 3000 emplois, tout en utilisant mieux le bois disponible par la récupération des déchets. Ce bureau a aussi facilité la création d'une nouvelle technologie pour la production de crayons de couleur et de craies destinés aux écoles en Colombie. Il collabore étroitement avec des bureaux semblables établis à Bruxelles, à Cologne et à New York.

Ces quelques renseignements prouvent déjà l'intérêt que la Suisse a marqué jusqu'à maintenant pour l'ONUDI dans le domaine de la promotion industrielle. Mais notre pays a également participé ou participe à d'autres fonctions de cet organe, notamment en matière d'assistance technique. Ainsi, nous avons aidé au financement, depuis 1972, d'un stage annuel de formation pour une douzaine de jeunes cadres de l'industrie textile de pays en développement, qui ont passé quelques mois dans l'industrie chimique bâloise et nous avons pris en charge l'organisation, en collaboration avec la Banque mondiale, d'un symposium sur les activités des banques de développement dans les années 80. En ce qui concerne les projets en préparation, je vous renvoie à la page 10, version française, du message.

Il est aussi intéressant de souligner que l'ONUDI est chargée, en tant qu'agence d'exécution, de réaliser le Programme des Nations Unies pour le développement, le PNUD; en ce qui a trait aux projets d'industrialisation, la Suisse contribue au PNUD dans le cadre de son programme de coopération technique.

Pourquoi transformer l'ONUDI? Les membres de cette organisation, aujourd'hui au nombre de 156, ont décidé de conférer à celle-ci un statut d'institution spécialisée parce qu'ils souhaitent la rendre indépendante, notamment en matière budgétaire, et plus opérationnelle. En revanche, l'acte constitutif ne traduit pas de changement en ce qui concerne les tâches qui lui sont confiées dans le domaine du développement industriel. De notre point de vue, au-delà de l'efficacité plus grande engendrée par le nouveau statut, il devrait aussi résulter de ce changement un meilleur contrôle des activités de l'ONUDI par ses Etats membres, notamment par ceux qui, comme la Suisse, ne font pas partie des Nations Unies.

L'adhésion de la Suisse à l'ONUDI nouvelle formule s'inscrit dans le cadre de notre politique économique extérieure et de notre politique de coopération au développement, rappelées récemment dans le rapport sur les grandes lignes de la politique gouvernementale. Il faut noter que les moyens financiers nécessaires figurent dans la planification qui nous a été soumise en même temps. Il convient cependant de relever que, pour notre pays, la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée indépendante entraînera une légère augmentation de sa contribution. Jusqu'alors en effet, les ressources budgétaires de l'ONUDI figuraient sous deux chapitres du budget de l'ONU et la Suisse ne contribuait qu'à l'un des deux, tandis qu'à l'avenir, dans le cadre du budget ordinaire autonome de la nouvelle organisation, la Suisse fera sa part sur l'ensemble des dépenses prévues. Il devrait en résulter pour notre pays un engagement supplémentaire estimé à quelque 80 000 francs par an. Ce montant est également prévu dans le plan financier 1981 à 1983.

En ce qui concerne le budget opérationnel, les contributions continueront à être volontaires et de nouvelles contributions de la Suisse seront mises à la charge des crédits de programme pour la coopération au développement.

Lors de la séance de la commission des affaires économiques, tenue le 19 février, le représentant du Conseil fédéral, M. Honegger, nous a fourni les renseignements complémentaires qui nous ont permis de nous prononcer en faveur de l'acceptation de l'arrêté fédéral soumis à notre examen. Nous avons également entendu un exposé fort intéressant de M. Dunkel, ambassadeur, sur la conférence de l'ONUDI tenue à New Delhi, au cours de laquelle certaines difficultés sont apparues dans le dialogue Nord-Sud. Notre représentant voit plusieurs raisons à l'échec de cette conférence. L'ONUDI est la dernière née des institutions spécialisées des Nations Unies et, dès lors, son secrétariat et les délégations permanentes à son siège à Vienne, manquent encore d'expérience quant au fonctionnement et au déroulement de conférences réunissant plus de 120 gouvernements pendant trois semaines. Par ailleurs, la conférence de New Delhi intervenait dans une phase intermédiaire en matière de dialogue Nord-Sud, elle fut précédée par la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Manille, l'an dernier, et elle prélude en quelque sorte à la reprise de négociations globales prévues à New York par une proposition des pays en voie de développement suite à la réunion des non-alignés à La Havane.

Ainsi, les pays en développement ont présenté à New Delhi des propositions couvrant pratiquement l'ensemble des domaines relevant du dialogue Nord-Sud, tandis que les pays industrialisés entendaient examiner en détail le fonctionnement de l'ONUDI et y apporter des améliorations, notamment dans la mesure où cette dernière permet d'établir un rapport entre l'offre en matière d'aide à l'industrialisation essentiellement d'origine privée et la demande d'assistance du côté des pays en développement. Les points de vues n'ont pu se rapprocher du fait de certaines positions extrêmes prises par quelques délégations au sein du groupe des 77. Mais aux yeux de notre représentant à cette conférence, l'échec de celle-ci ne doit pas être compris comme un échec du dialogue Nord-Sud. Le vote qui a révélé de profondes divergences a eu lieu sur des propositions extrêmes, je le répète, et les négociations devraient pouvoir reprendre de manière positive.

Il m'a paru utile de faire une large place dans ce rapport aux échos de cette conférence toute récente, dont l'issue ne change cependant rien, de l'avis de notre commission, à la mission de l'ONUDI et aux efforts à long terme que doivent assumer des pays comme la Suisse: sortir certaines régions du monde d'un état de sous-développement industriel qui constitue, à n'en pas douter, l'un des facteurs importants de déséquilibre à l'échelle mondiale.

Au cours de la discussion en séance de commission, nous avons obtenu certaines assurances quant à l'amélioration de la collaboration entre les diverses institutions réunies dans le cadre de l'ONU et appelées à aider au développement. Chacune de ces organisations est chargée de conduire dans son domaine spécifique les projets relevant de sa spécialité. La coordination intervient généralement au niveau du programme des Nations Unies pour le développement.

Nous avons également appris que, dans le cadre des consultations au niveau industriel, les délégations comprennent en général un représentant gouvernemental, des représentants des milieux industriels et des travailleurs. Il arrive souvent aussi que des associations syndicales soient invitées à visiter les pays en développement, car les autorités de ceux-ci pensent qu'un des freins au développement de l'industrialisation chez eux est la résistance des syndicats des pays industrialisés qui entendent préserver des postes de travail. On peut juger par cette réflexion de l'effort d'information indispensable en cette matière comme en d'autres.

Les représentants des pays en développement situent l'objectif à atteindre en matière d'industrialisation en l'an 2000, époque à laquelle 25 pour cent de la production industrielle mondiale devraient être assurés par le tiers monde. Or, aujourd'hui, cette part est de 8 pour cent, c'est dire l'importance du rôle dévolu à une organisation comme l'ONUDI. Notre commission l'a compris et vous recommande de vous prononcer comme elle à l'unanimité en faveur de l'acceptation de l'arrêté fédéral, et donc de rejeter la proposition de M. Oehen de ne pas entrer en matière.

Nous pouvons apporter une contribution spécifique et concrète dans le domaine de l'aide au développement industriel des pays les moins favorisés de notre globe. L'ONUDI nous permet de prolonger, sur le plan multilatéral, l'effort que nous déployons dans des actions de caractère bilatéral. Refuser d'adhérer à cette organisation signifierait à nos yeux un pas en arrière que la situation de notre pays ne justifierait en rien.

Kaufmann, Berichtstatter: Bundesrat und einstimmige Kommission beantragen Ihnen den Beitritt der Schweiz zu einer internationalen Spezialorganisation der UNO, nämlich zur UNIDO, der bereits 156 Staaten angeschlossen sind. Dieser Beitritt untersteht dem fakultativen Referendum im Sinne von Artikel 89 Absatz 3 Litera b der Bundesverfassung.

In der Sache selbst ändert dieser Beitritt wenig am bisherigen Zustand, weil die Schweiz gemäss Bundesbeschluss aus dem Jahre 1968 mit der UNIDO – damals ein Organ der UNO – zusammenarbeitet, weil die finanziellen Aufwendungen durch den Beitritt nur geringfügig – das heisst um 50 000 Dollar im Jahr – ansteigen werden, und weil der Beitritt zur UNIDO jederzeit durch Kündigung rückgängig gemacht werden kann.

Ein Abseitsstehen ist für die Schweiz schon aus politischen Gründen, aber auch aus der Sicht der eigenen wirtschaftlichen Interessen, wenig sinnvoll. Sinn der UNIDO ist es, die Industrialisierung der Entwicklungsländer zu fördern und zu beschleunigen. Das ergibt sich aus der Präambel und dem Hauptziel der Satzung. Eine vermehrte Industrialisierung der Entwicklungsländer ist notwendig, weil die Industrialisierung die schnellste wirtschaftliche Entwicklung für zurückgebliebene Länder auslöst, und weil wir nicht das Recht haben, den Entwicklungsländern vorzuschreiben, Agrarstaaten zu bleiben.

Die Schweiz ist nicht Mitglied der UNO, kann aber durch die Mitgliedschaft bei der UNIDO ihre Mitgliedschaftsrechte verstärken und sich zum Beispiel – wie das der Delegationschef in Neu-Delhi, Herr Dunkel, vor einigen Wochen getan hat – in diesem Gremium für eine offene, liberale Weltwirtschaft und gegen protektionistische Tendenzen aussprechen und engagieren.

Die UNIDO ist im Zusammenhang mit anderen Entwicklungsorganisationen der UNO und mit anderen staatlichen und privaten Entwicklungshilfen zu verstehen. Es sind in der Kommission in diesem Zusammenhang auch Bedenken gegenüber einer zu forcierten und zu raschen Industrialisierung geäussert worden. Eine Industrialisierung hat Schritt zu halten mit einer vermehrten Schulung, Bildung, medizinischen Versorgung und mit der Förderung der Humanität schlechthin, wie sie von karitativen Organisationen, von vielen Religionen und Religionsgemeinschaften seit über hundert Jahren und in Dutzenden von Ländern gepflegt worden ist. Die Industrialisierung soll auch dem Hauptziel der schweizerischen Entwicklungshilfe – ich verweise auf Artikel 5 des Bundesgesetzes – nicht zuwiderlaufen. Gemäss Artikel 5 sollen im Rahmen der Entwicklungshilfe vorab die Landwirtschaft, das Kleingewerbe, die regionale Industrie, die Selbstversorgung mit Nahrungsmitteln usw. Vorrang haben.

Berühmt geworden ist die UNIDO in den letzten Wochen durch den Misserfolg der dritten Generalkonferenz in Neu-Delhi. Zum besseren Verständnis dieses Misserfolges ist zusammenfassend folgendes festzuhalten: 1960 stammten

7 Prozent der gesamten Weltindustrieproduktion aus Entwicklungsländern. Heute – nach 20 Jahren – beträgt der Anteil 9 Prozent, wobei zu berücksichtigen ist, dass die Gesamtindustrieproduktion weltweit stark zugenommen hat. Eine vermehrte Industrialisierung der Entwicklungsländer findet also tatsächlich statt.

An der Konferenz in Neu-Delhi verlangten die Entwicklungsländer bis zum Jahre 2000 – also innerhalb der nächsten 20 Jahre – einen Anteil von 25 Prozent der Weltindustrieproduktion und die Schaffung eines Sonderfonds von 300 Milliarden Dollar. Diese Forderungen sind von den westlichen Industrieländern abgelehnt worden. Die Hauptbegründung für diese Ablehnung muss nach unserem Dafürhalten darin liegen, dass die Entwicklungsländer ihre Industrialisierung schrittweise erreichen müssen und nicht innert weniger Jahre, nicht in dem Jahrhunderte oder gar Jahrtausende übersprungen werden; dies alles im eigenen Interesse der Entwicklungsländer.

Der Misserfolg von Neu-Delhi entlastet uns aber keineswegs von der Entwicklungshilfe, auch nicht von der Förderung der industriellen Entwicklung, so wenig wie vom Nord-Süd-Dialog. Daher bleibt der Beitritt zur UNIDO unbestritten. Ich ersuche Sie im Namen der Kommission, auf die Vorlage einzutreten und dem Beitritt zur UNIDO zuzustimmen.

Präsident: Das Wort hat nun Herr Oehen zur Begründung seines Nichteintretensantrages.

Oehen: Als unser Rat am 20. Juni 1968 zum erstenmal über den Beitritt zur UNIDO zu beraten hatte, genügte – wohlverstanden: für uns – der Hinweis des Kommissionsprechers auf die wirtschaftliche Bedeutung, um diskussionslos und einstimmig den Beitritt beschliessen zu lassen. Ich zitiere kritische Bemerkungen des damaligen Kommissionspräsidenten – unseres früheren Kollegen Hofer-Bern –, wie zum Beispiel: es stelle sich nun die Frage, was unter realistischer und zweckmässiger Industrialisierung zu verstehen sei (eine Formulierung, die auch in der heutigen Botschaft wieder vorkommt); in aller Kürze nur soviel, dass offensichtlich innerhalb dieser neuen Organisation noch keine Einigkeit darüber herrsche, da gewisse Entwicklungsländer sich offensichtlich nur schwer damit abfinden könnten, auf monströse Prestigeobjekte zu verzichten. Gar mancher ehrgeizige Führer möchte doch seinen Assuan-Damm oder seinen Volta-Damm haben, um sich schon jetzt ein Denkmal für die Ewigkeit zu setzen.

Diese Bemerkung hat ihre Bedeutung nicht verloren; dies um so weniger, als wir wissen, wie diese beiden erwähnten Projekte effektive Fehlschläge geworden sind.

Aber die Bemerkungen des Kollegen Hofer vermochten kein Ratsmitglied aus der Reserve zu locken. Weil ich nicht will, dass das heute wieder passiert, habe ich meinen Antrag eingereicht, wohl wissend, dass Sie natürlich der Kommission und dem Bundesrat brav folgen werden. Trotzdem hoffe ich sehr, dass sich inzwischen auch in diesem Parlament ein Bewusstseinswandel vollzogen habe, die Wachstumseuphorie überwunden sei und man sich ernsthafte Gedanken über die Zielsetzung der UNIDO gemäss Artikel 1 der Satzungen gemacht habe oder wenigstens noch machen werde.

Vom 13. bis 21. September letzten Jahres fand in Caracas die 66. Interparlamentarische Konferenz statt. Dabei wurde der Rapport der Konferenz von Colombo über Bevölkerung und Entwicklung zur Diskussion gestellt und verabschiedet. Unter dem Titel «Bedürfnisse» lesen wir zum Beispiel folgende wesentliche Aussage: Bis zum Jahr 2000 ist mit 6,2 Milliarden Menschen zu rechnen, wovon vier Fünftel in den Entwicklungsländern leben werden. Dort werden 800 Millionen zusätzliche Arbeitsplätze geschaffen werden müssen. Das sind mehr Arbeitsplätze als heute in der gesamten entwickelten Welt vorhanden sind. Wenn nun in der Botschaft des Bundesrates erklärt wird: «Der Industrialisierung der Dritten Welt kommt eine um so

wichtigere Rolle zu, als zwischen 1975 und 2000 in den Entwicklungsländern schätzungsweise 600 Millionen neue Arbeitsplätze geschaffen werden sollen», so hat man einerseits das Bedürfnis um 30 Prozent unterschätzt und ist andererseits – und das ist viel bedeutungsvoller – einem tragischen Irrglauben erlegen: dem Irrglauben nämlich, dass sich die Probleme der Arbeitsbeschaffung mit Hilfe des westlichen Industrialisierungsmodells lösen liessen. Da will man in zunehmendem Tempo kapitalintensive, hochproduktive Technologien in eine Welt transferieren, die Arbeitskräfte im Ueberfluss, aber kein Kapital hat.

Uebersieht man denn, dass das Problem der Arbeitslosigkeit sogar in unserer industrialisierten Welt ungelöst ist, vermutlich unlösbar bleibt, solange die Rationalisierungszwänge nicht beseitigt, das Dogma des wirtschaftlichen Dauerwachstums in einer endlichen Welt nicht über Bord geworfen wird? Wir leiden unter dem zunehmenden Energiebedarf, den völlig ungelösten Umweltproblemen, und wollen nun also weiterhin mithelfen, die industrielle Entwicklung in den Entwicklungsländern zu fördern und zu beschleunigen, wie es mehrfach in den Statuten, im Grundgesetz der UNIDO heisst. Wir helfen damit nach Kräften, unsere Zivilisationsprobleme einer Welt aufzuoktroyieren, die zu deren Bewältigung in keiner Weise vorbereitet ist. Im eingangs erwähnten Rapport wird darauf hingewiesen, dass der Ueberkonsum der entwickelten Welt Ursache der Umweltverschmutzung, der Verschwendung und der Umwelterstörung sei und zur weltweiten Verknappung der Lebensgrundlagen beigetragen habe. Ich zitiere: «Les besoins de l'homme ont déjà commencé d'augmenter plus vite que la capacité productive de nombreux systèmes biologiques locaux tels qu'ils sont actuellement gérés.» Man will damit also sagen, dass die Entwicklungstrends, wie wir sie in unserer industrialisierten Welt haben, biologisch gar nicht verdaut werden können.

Entgegen der Darstellung in der Botschaft ist die UNIDO kein Werk mit primär menschenfreundlichen Zielsetzungen. Sie ist vielmehr ein höchst egoistisches Arbeitsinstrument der Industriestaaten und der reichen Oberschichten der Entwicklungsländer. In der Botschaft des Bundesrates vom 21. Februar 1968 wurde die wirkliche Zielsetzung noch recht offen dargelegt. Es hiess da zum Beispiel: Die Industrialisierungsbestrebungen sollten in eine Richtung gelenkt werden, die auch mit den Belangen der Industriestaaten, darunter unseren eigenen, möglichst in Einklang steht. Dies kann am besten innerhalb – damals brauchte man die französische Abkürzung – der ONUDI geschehen. Das heisst im Klartext, dass die für uns vorläufig noch so profitable Arbeitsteilung nach Möglichkeit beibehalten werden soll. Ausserdem sollte der Schutz unserer Investitionen – so die damalige Botschaft – durch den Beitritt zur ONUDI verbessert werden. Wenn es dann zum Beispiel weiter heisst, eine realistisch gestaltete, zweckmässig konzipierte Industrialisierung könnte ferner ein Mittel sein, die Zahlungsbilanz der Entwicklungsländer zu verbessern, so wird die Nützlichkeit der UNIDO für die Sicherheit unseres Wohlstandes offensichtlich. Ob die forcierte Industrialisierung und Arbeitsteilung aber auch den Entwicklungsländern und langfristig der ganzen Welt dient, das ist zumindest zweifelhaft. Ich bin fest überzeugt, dass die Entwicklungsländer nicht in die Weltwirtschaft integriert, sondern in unser aller Interesse von ihr, soweit es sinnvoll ist, abgekoppelt werden sollten. Die UNIDO aber hilft nach Kräften bei der Vernichtung autochthoner Kulturen, die mit ihrer Umwelt im Gleichgewicht waren. Sie forciert den Aufbau einer weltweiten Zivilisation, die auf der Fiktion unendlicher Vorräte und unbeschränkter Regenerationsfähigkeit der Natur basiert. Schliesslich hilft sie, eine einheitliche Weltwirtschaft mit dem Totalrisiko des Versagens aufzubauen. Ich beurteile ihre Ziele als weitgehende Fehlleistung unserer Generation und lehne deshalb jede weitere Mitarbeit in diesem Gremium für unser Land ab.

Einige Bemerkungen zur vorliegenden Botschaft. Es wird von einer Steigerung der Unabhängigkeit der Entwicklungsländer gesprochen. Dies ist falsch, ist unrichtig. Durch den forcierten Einbezug in das Weltwirtschaftssystem wird die Abhängigkeit selbstverständlich nicht abgebaut, sondern verstärkt. Genauso, wie unsere weltwirtschaftliche Integration unsere politische Unabhängigkeit bedroht oder gar zur Fiktion werden lässt. Die Schaffung von 145 000 Arbeitsplätzen durch die schweizerische Industrie wird als grosse Leistung dargestellt. Dabei ist zu beachten, dass sie mit einem Aufwand von 31 000 Franken pro Arbeitsplatz – immer nach Botschaft – erreicht wurde. Diese Zahl zeigt den Unsinn und keine positive Seite des von der UNIDO eingeschlagenen Weges auf. Die 800 Millionen zusätzlichen Arbeitsplätze bis zum Jahre 2000 würden nach dem Industrialisierungskonzept einen Aufwand von 24 800 Milliarden Franken verlangen; eine glatte Illusion, zu glauben, dies sei möglich. Ausserdem wäre es interessant zu erfahren, wie viele Arbeitsplätze bei der Schaffung der 145 000 neuen Arbeitsplätze verloren gegangen sind. Ueber das Nettoergebnis schweigt man sich aus, muss man sich wohl auch ausschweigen, weil es nicht bekannt ist.

Gestatten Sie mir bei dieser Gelegenheit auch den Hinweis auf die ungeheure Landflucht als Folge industrieller Landwirtschaftsmethoden, die das Massenelement laufend vergrössern und für die wir mit unserer Arbeit im Rahmen der UNIDO mitverantwortlich sind. Da hilft nicht darüber hinweg, dass eine gewisse kaufkräftige Schicht dieser Länder besser versorgt werden kann. Ich bestreite, dass die Industrialisierung der Entwicklungsländer ein wichtiges Ziel unserer Entwicklungspolitik ist. Wenn dem so wäre, hätte ich – und sicher viele andere – unser neues Entwicklungshilfegesetz, insbesondere im Artikel 5, falsch verstanden. Es wäre vielleicht – dies nur am Rande – auch noch interessant zu wissen, wieviel uns die Zugehörigkeit zur UNIDO gegenwärtig jährlich kostet. 1968 rechnete man mit 300 000 Franken. Aus dem Budget und der Staatsrechnung sind die jetzt gültigen Zahlen nicht ersichtlich. Sie sind aber auch nicht dadurch ersichtlich, dass man uns sagt, wieviel wir mehr bezahlen müssen.

Es ist übrigens darauf aufmerksam zu machen – und das für all jene, die gegen einen UNO-Beitritt sind –, dass mit der Annahme der Vorlage eine weitere Verquickung mit der UNO stattfinden und uns auch in dieser Frage die Entscheidungsfreiheit nehmen wird. Aufgrund unserer heutigen Kenntnisse der Gesamtzusammenhänge und der langfristigen weltweiten Entwicklungen dürfen die seinerzeitigen Gründe, die das Parlament diskussionslos zum UNIDO-Beitritt brachten, nicht mehr als entscheidend bewertet werden. Das Mitmachen in der umgewandelten UNIDO würde einer Sanktionierung der Industrialisierungspolitik in der Dritten Welt gleichkommen. Ich ersuche Sie, diese falsche Politik durch Unterstützung meines Nichteintretensantrages abzulehnen.

Hofmann: Im Namen der SVP-Fraktion nehme ich zum UNIDO-Beitritt wie folgt Stellung:

Ich glaube, es ist unbestritten, dass der wirtschaftliche Aufbau der Entwicklungsländer – und dazu gehört auch eine angemessene Industrialisierung – zu den wichtigen Zielen unserer schweizerischen Entwicklungspolitik gehört. Sicher ist auch, dass die UNIDO als multinationale Plattform einen grösseren Aktionsspielraum gewährt, als es auf bilateralem Wege der Fall wäre. Ferner darf positiv vermerkt werden, dass die Exporte der OECD-Länder – darunter auch jene der Schweiz – in die Staaten der Dritten Welt in den letzten Jahren zugenommen und den internationalen Handel befruchtet haben. Der Beitritt unseres Landes zur UNIDO – das heisst zur Neuaufgabe der UNIDO, denn an der Vorgängerorganisation arbeiten wir ja seit 1967 mit – scheint demnach nur eine Formsache zu sein. Leider ist dem nicht ganz so.

Von den Bedenken, die ich hege, darf ich folgende erwähnen:

1. Die sogenannte «grosse Konferenz» im Februar in Delhi war ein Fiasko und hat das Vertrauen in den Leistungswillen und das Leistungsvermögen der UNIDO schwer erschüttert.
2. Die Zielsetzung, die Entwicklungsländer sollten in den nächsten 15 bis 20 Jahren ihren Anteil an der gesamten Industrieproduktion der Welt auf 25 Prozent erhöhen, ist meines Erachtens illusorisch und erweckt bei den betreffenden Völkern nicht erfüllbare Erwartungen, die für den Westen politisch kontraproduktiv wirken werden.
3. Ebenso betrachte ich die Forderung, in den 80er Jahren 300 Milliarden Dollar und dann in den folgenden zehn Jahren nochmals 300 Milliarden Dollar den Entwicklungsländern zusätzlich zur Verfügung zu stellen, als eine Dollar-Fata-Morgana. Die Auflage der Entwicklungsländer, den immensen Betrag von 600 Milliarden Dollar erst noch völlig allein, das heisst ohne jegliches Mitspracherecht der Geberländer, verwalten zu wollen, könnte bei einem helvetischen Politiker geradezu psychosomatische Störungen auslösen.
4. Ein grosses Fragezeichen setze ich auch zu den Industrialisierungsvorstellungen. Ich glaube, hier wird nicht nur drei-, sondern vierdimensional operiert und den gegebenen – auch psychologischen und mentalitätsmässigen – Voraussetzungen viel zu wenig Rechnung getragen.
5. Nicht viel besser steht es um die Idee, man könne in den Entwicklungsländern in den nächsten zwanzig Jahren 600 Millionen neue Arbeitsplätze zu vernünftigen Einkommensbedingungen schaffen, also fast zweimal so viele Arbeitsplätze als gegenwärtig in ganz Europa – einschliesslich der Ostblockländer und der Sowjetunion – vorhanden sind. Ich halte eine derartige Verknennung der realen wirtschaftlichen Möglichkeiten geradezu für fahrlässig. Arbeitsplatzpolitische Potemkinsche Dörfer in die karge Landschaft der Dritten Welt zu stellen, wird die Industriestaaten per saldo mehr als nur viel Geld kosten.
6. *Pro memoria* sei auch noch daran erinnert, dass wir uns ohnehin dem Bumerangeffekt aussetzen und durch den Export von Know-how und Industrieanlagen unsere eigene Wirtschaft bzw. die Sicherheit vieler Arbeitsplätze in der Schweiz gefährden. Die Verlagerung eines Teiles unserer Industrie in die Billiglohnländer ist dann nichts anderes als eine zwangsläufige Entwicklung.

Zusammenfassend scheint mir, dass es eine ganze Reihe gewichtiger sachlicher Gründe gibt, die uns den Beitritt zur UNIDO Nr. 2 in einem fragwürdigen Licht erscheinen lassen müssen.

Andererseits anerkenne ich, dass wir uns – und mit uns der Bundesrat – in einer gewissen Zwangslage befinden. Schliesslich macht es aussenpolitisch keinen guten Eindruck, wenn sich ausgerechnet die reiche Schweiz nach einer mehr als zwanzig Jahre dauernden Mitarbeit anlässlich einer Umorganisation französisch verabschiedet. Obwohl ich nicht der Meinung bin, unser Image sei im Ausland so mies, wie es uns gelegentlich Miteidgenossen und sogar renommierte Illustrierte weismachen wollen, kann eine gewisse Vorsicht zumindest nicht schaden.

Ich gebe offen zu, dass der SVP der Entscheid über den Beitritt zur neuen UNIDO nicht leicht fällt. Wenn die SVP dennoch und trotz der unbestreitbar bestehenden Bedenken glaubt, dem Beitritt zur UNIDO zustimmen zu müssen, so allerdings unter zwei Vorbehalten:

1. Die Schweizer Delegation soll in ihrer Tätigkeit in der UNIDO unseren Bedenken Rechnung tragen und sich nicht mit einer Mittläuferrolle zufrieden geben.
2. Nötigenfalls sollten wir die Notbremse ziehen und den in Art. 6 der UNIDO-Satzungen vorgesehenen Austritt erklären.

Ich ersuche Sie abschliessend, den Nichteintretensantrag von Kollege Oehen abzulehnen und dem Antrag des Bundesrates und der Wirtschaftskommission zuzustimmen.

Rothen: Ich empfehle Ihnen im Namen der sozialdemokratischen Fraktion, auf die Vorlage einzutreten und damit den Antrag Oehen abzulehnen. Wir liessen uns im wesentlichen von den folgenden Ueberlegungen leiten:

Die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe sind Ausdruck der Solidarität, die eines der Prinzipien darstellt, nach denen die Schweiz ihr Verhältnis zur internationalen Gemeinschaft gestaltet. Sie entsprechen im übrigen der weltweiten Verflechtung. Unsere Entwicklungs- und Aussenwirtschaftspolitik muss darauf ausgerichtet sein, die Entwicklungsländer im Bestreben, die Lebensbedingungen ihrer Völker zu verbessern, zu unterstützen. Es ist auch unsere Aufgabe, mit allen möglichen sinnvollen Massnahmen zur Erhaltung gefährdeten menschlichen Lebens sowie zur Linderung von Leid beizutragen, das gerade in der Dritten Welt leider in Hülle und Fülle vorhanden ist.

Primär sind wir verpflichtet – und damit möchte ich die Stossrichtung aufzeigen –, die ärmeren Entwicklungsländer, Regionen und Bevölkerungsgruppen zu unterstützen. Diese unsere Hilfe muss darauf ausgerichtet sein, dass die Länder und die Menschen, denen wir helfen wollen, ja helfen müssen, in ihren Anstrengungen zur Entwicklung aus eigener Kraft gefördert werden. Namentlich haben wir demzufolge zu fördern: die Entwicklung ländlicher Gebiete, die Verbesserung der Ernährungslage, insbesondere durch die landwirtschaftliche Produktion zur Selbstversorgung, das Handwerk, die örtliche Kleinindustrie und die Schaffung von Arbeitsplätzen. Diese Grundsätze haben wir uns im Entwicklungshilfegesetz selber gegeben. In diesem Zusammenhang möchte ich auch auf die Formen der Entwicklungszusammenarbeit, wie sie in Artikel 6 des erwähnten Gesetzes aufgeführt sind, hinweisen.

Wir sehen die Tätigkeit der Organisation der Vereinten Nationen für industrielle Entwicklung (UNIDO) in dieser eben aufgezeigten Richtung bzw. unsere Aufgabe, bei einem Beitritt zur UNIDO in diesem Sinn unseren wenn auch bescheidenen Einfluss geltend zu machen.

Zur Diskussion stehen immer wieder die Frage nach der Art der Industrialisierung und die Frage: Industrialisierung für wen? Damit gehen wir über die bisher auf rein quantitative Grössen ausgerichtete Fragestellung hinaus. Das Ziel – es mag ein utopisches sein –, wonach die Entwicklungsländer bis im Jahre 2000 einen Anteil von 25 Prozent an der weltweiten Industrieproduktion besitzen sollen, soll aber doch einen Inhalt erhalten. Die angestrebte erhöhte Produktion soll in den Zusammenhang des «Produzierens für wen» gestellt werden. Ausgangspunkt für diese Fragestellung sind die bisher an vielen Orten gemachten negativen Erfahrungen. Die oft verfolgte sogenannte Importsubstitutionspolitik bei der Industrialisierung blieb auf die inländische Produktion von Gütern beschränkt, die den Konsumbedürfnissen der Schichten mit höheren Einkommen entsprachen und kaum die Bedürfnisse der breiten Bevölkerungsschichten berührten. Aber auch eine ausschliesslich exportorientierte Industrialisierung nahm wenig Rücksicht auf die Interessen der meisten, zum Teil im Elend lebenden Menschen. Um möglichst viel zu exportieren, wurden (beziehungsweise werden) die Lohnkosten tief gehalten, was gleichzeitig die Kaufkraft der Beschäftigten gering hielt beziehungsweise weiterhin hält. Zum Beispiel die Entwicklung in Brasilien in den letzten Jahren verdeutlicht das. Zu Beginn der 70er Jahre waren in diesem Land die Wachstumsraten des Bruttosozialproduktes regelmässig zweistellig. Die Industrieproduktion nahm von 1970 bis 1973 durchschnittlich um 13,7 Prozent zu. Die geschaffenen Einkommenssteigerungen verteilten sich aber zunehmend ungerechter. Der Anteil der Aermsten am Nationaleinkommen ging zurück, während derjenige der Reichsten stark anstieg. Darauf hat auch kürzlich wiederum Dom Helder Camara mit aller Deutlichkeit aufmerksam gemacht.

Es spricht nun für die UNIDO, dass sie sich für eine Industrialisierung in der Dritten Welt einsetzt, die mehr auf die Bedürfnisse der gesamten Bevölkerung ausgerichtet wird, eine gleichmässige Entwicklung von Landwirtschaft – ich möchte der Landwirtschaft sogar Priorität einräumen im Sinne der Ausführungen von Herrn Oehen – und Industrie, welche letztere ebenfalls die ihr gebührende Priorität eingeräumt bekommen sollte. Der Einbezug der ganzen Bevölkerung in den Entwicklungsprozess ist das Ziel der UNIDO. Angesichts der wachsenden Bedeutung der Industrialisierung der Entwicklungsländer beschlossenen die Mitgliedstaaten der UNIDO, geeignete Massnahmen für eine beschleunigte Industrialisierung der Dritten Welt zu treffen. Das Ziel haben wir bereits dargelegt und auch die Kommissionssprecher haben darauf hingewiesen.

Diese Zielsetzung wird, auch wenn sie nur teilweise erreicht werden kann – und darauf darf ich Sie aufmerksam machen – grundlegende Veränderungen in der Weltwirtschaft ganz allgemein zur Folge haben. Wir müssen beachten, dass zwischen 1975 und dem Jahre 2000 in den Entwicklungsländern zirka 600 bis 800 Millionen – es werden hier verschiedene Zahlen genannt, wir haben es vorhin vernehmen können – neue Arbeitsplätze geschaffen werden sollen. Eine Studie der Weltbank zeigt auf, dass für ein normales Wachstum in den Entwicklungsländern Importe in der Höhe von rund 900 Milliarden Dollar pro Jahre erforderlich sind; davon wären rund 800 Milliarden Dollar durch vermehrte Exporte zu finanzieren. Die Entwicklungsländer forderten bei der Tokio-Runde die Industriestaaten in beschwörender Form auf, von protektionistischen Massnahmen abzusehen und dem Prozess der Strukturanpassung zwischen Nord und Süd freie Bahn zu lassen. Diese Tendenzen werden eine neue internationale Arbeitsteilung im Gefolge haben. Herr Kollege Hofmann hat von einem sogenannten Bumerangeffekt gesprochen. Diesem Bumerangeffekt – glaube ich – müssen wir unsere Aufmerksamkeit schenken. Diese neue internationale Arbeitsteilung wird sich mittel- und langfristig auf die Produktionsstrukturen der entwickelten Länder und damit auch auf unser Land auswirken. Wir werden also je länger, je mehr mit schwierigen Strukturanpassungsproblemen konfrontiert werden. Das müssen wir uns heute, wo wir über den Beitritt zur UNIDO im Sinne der Botschaft zu befinden haben, klar vor Augen halten. Die bevorstehenden Strukturprobleme dürfen uns aber nicht abhalten, unseren Beitrag zu einer humanen Weltwirtschaftsordnung zu leisten. Dieser Beitrag schliesst den Beitritt zur UNIDO in sich.

Wir werden andererseits von den Entwicklungsländern verlangen können, dass sie durch ihre Handelsliberalisierung helfen, einen Ausgleich zu schaffen, damit die durch den Strukturwandel verlorengegangenen beziehungsweise noch verlorengangenden Arbeitsplätze in den Industriestaaten ersetzt werden können. Was wir unter anderem brauchen, um dieser weltweiten wirtschaftlichen Entwicklung begegnen zu können, ist – gleich wie in bezug auf die technologische Entwicklung – gewissermassen ein Frühwarnsystem. Wir müssen frühzeitig erfahren, was auf uns zukommt, um unsere Produktionsstrukturen und unsere Technologie der kommenden neuen internationalen Arbeitsteilung anzupassen. Gegen diese neue kommende internationale Arbeitsteilung werden wir nicht antreten können. Wir müssen sie akzeptieren, aber im dargelegten Sinne reagieren beziehungsweise agieren. Wir müssen das ganz primär im Interesse der Arbeitsplatz-erhaltung in unserem Land tun.

Wenn wir der kommenden Entwicklung wohlvorbereitet begegnen, werden wir sie unbeschadet überleben und können durch den Beitritt zur Organisation der Vereinten Nationen für industrielle Entwicklung – eben zur UNIDO – unseren Beitrag für die Förderung der Entwicklungsländer und damit einen Beitrag für die Verbesserung der Lebensbedingungen der Menschen allgemein leisten.

Ich beantrage Ihnen namens der sozialdemokratischen Fraktion, auf die Botschaft einzutreten und den Antrag von Herrn Oehen abzulehnen.

Hunziker: Namens der freisinnigen Fraktion möchte ich Ihnen beliebt machen, den Nichteintretensantrag Oehen abzulehnen und die Satzung der umgewandelten UNIDO zu genehmigen. Verschiedene Vorredner haben bereits Wesentliches gesagt, ich kann mich kurz fassen.

Ich möchte vorerst daran erinnern, dass in den Richtlinien des Bundesrates, die wir vor zwei Wochen hier zustimmend zur Kenntnis genommen haben, der Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern eine erste Priorität, ein Schwergewicht eingeräumt wird. Es ist damals von keiner Seite dagegen negativ reagiert worden. Es geht hier in einem ersten Anwendungsfall darum, das nun in die Praxis umzusetzen. Die Tatsache, dass in Neu-Delhi kein Erfolg resultierte, darf uns nicht davon abhalten, die Zusammenarbeit in der UNIDO weiterzupflegen. Es ist üblich, dass sich bei internationalen Konferenzen gelegentlich Differenzen und Misserfolge einstellen. Deswegen haben wir gleichwohl ein eminentes Interesse, die Kontaktstelle in dieser UNO-Organisation aufrechtzuerhalten. Die Zielsetzungen bleiben ja auch nach dieser Umwandlung, die eher einen formellen Charakter hat, die gleichen. Herr Oehen hat von den Kosten gesprochen. Wenn Sie die Rechnung des letzten Jahres des Bundes ansehen, dann wird dort ersichtlich, dass wir rund 510 000 Franken dafür aufgewendet haben. Nach Aussage von Herrn Bundesrat Honegger dürften es nach dieser Umwandlung jährlich etwa 80 000 Franken mehr sein, also ein Betrag – gemessen an dieser weltweiten Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern – der sicher als gering und unbedeutend bezeichnet werden darf.

Herr Hofmann hat von einer Zwangslage gesprochen. Ich bin mit ihm nicht ganz einig. Ich glaube nicht, dass wir in der UNIDO weitermachen, weil wir nicht anders können. Wir machen weiter, weil wir weitermachen wollen, weil wir ein Interesse haben, für unser Land und für unsere Wirtschaft, in diesem Dialog aktiv drinzubleiben. Die Hauptaufgabe ist ja, die Zusammenarbeit der Wirtschaft zwischen den Industriestaaten einerseits und der Dritten Welt andererseits zu aktivieren. Das gilt nun ganz besonders für kleine und mittlere Unternehmungen. Die grossen Unternehmungen können sich selber arrangieren, die haben die notwendigen Erfahrungen, Kontakte, auch das notwendige Potential, um sich solche Beziehungen zu schaffen, nicht aber die mittleren und die kleinen Unternehmungen. In dieser UNIDO wird einerseits über die Nachfrage der Entwicklungsländer nach Know-how, nach Industriegütern, nach Finanzierung und andererseits über das Angebot der Industrieländer in diesen Sparten gesprochen, was für uns sehr nützlich und zum Teil sogar lebensnotwendig ist.

Es ist die Rede von der Wachstumseuphorie der Entwicklungsländer gewesen. Ich teile in diesem Punkt die Skepsis des Herrn Oehen. Ich kann mich da mit ihm einverstanden erklären, dass es kaum in diesem Tempo weitergehen wird, wie sich da gewisse Entwicklungsländer den Gang der Dinge vorstellen. Ich zweifle aber nicht daran, dass die Realpolitik diesen allzu steilen Höhenflügen ein kurzes Ende bereiten wird. Ich bin gegen die Auffassung, es handle sich hier um ein egoistisches Instrument der Industrieländer oder der Entwicklungsländer. Es ist ein Forum der Aktivitäten in der Entwicklungszusammenarbeit, etwas ähnliches wie eine Clearingstelle, wo man Angebot und Nachfrage, wo man die bereitschaftliche Zusammenarbeit austauschen und auswerten kann. Deshalb ist die freisinnige Fraktion für den Antrag des Bundesrates und der Kommission.

Herczog: Die Fraktion der POCH, der PdA und des PSA begrüsst und befürwortet den Beitritt der Schweiz zur UNIDO. Wir lehnen auch in diesem Sinne den Nichteintre-

tensantrag von Herrn Oehen ab. Hierzu gelten für uns vor allem zwei Gründe:

1. Die UNIDO hat eine wichtige Funktion, wie es die Satzungen schreiben, für eine gerechte und ausgewogene Wirtschafts- und Sozialordnung; das heisst, es geht hier eben nicht um die Abkoppelungstheorie, die hier Herr Oehen vertreten hat, sondern um den effektiven Versuch, gemeinsam, global, eine gerechte und ausgewogene Wirtschafts- und Sozialordnung zu schaffen und die wirtschaftlichen Ungleichheiten zu beseitigen. Wirtschaftliche Ungleichheiten heisst heute: Dritte Welt mit etwa 70 Prozent der Weltbevölkerung und – bereits vorher erwähnt – mit 9 Prozent der Industrieproduktion, demgegenüber die westlichen Industriestaaten bei viel geringerer Bevölkerungszahl, aber heute mit 65 Prozent der Industrieproduktion. Es geht uns also in erster Linie hier nicht um die Frage von Almosen; es geht um einen Prozess, womit doch eine politische Ungerechtigkeit von mehreren Generationen gutzumachen ist. Es geht hier unserer Meinung nach um einen Prozess der globalen Zusammenarbeit und irgendetwas doch auch der globalen Sicherheit.

2. Die Schweiz – also unser Land – besitzt eine der höchsten Pro-Kopf-Produktionsraten der Welt, und unser Land sollte hier in diesem erwähnten globalen Prozess mitarbeiten und einen entsprechenden Beitrag dazu leisten. Es geht uns also beim UNIDO-Beitritt, wie dann vielleicht später auch in diesem Saal zum kommenden UNO-Beitritt, gar nicht mehr allein um die prinzipielle Frage des Ja oder Neins, sondern eher auch um die Frage der politischen Stossrichtung, welche unser Land in dieser Organisation einnehmen sollte.

Ich möchte Sie deshalb zunächst auf eine interessante Entwicklung aufmerksam machen: Aus einem Bericht der Brüsseler EG-Kommission geht zum Beispiel hervor, dass die Entwicklungsländer bereits etwa 25 Prozent der amerikanischen und 40 Prozent der EG-Exporte aufnehmen, EG, das heisst der Europäischen Gemeinschaft. 1975, als die EG am Tiefpunkt der Rezession angelangt war und die Exporte in den anderen Industriestaaten zurückgingen – also um etwa 17 Prozent, was die USA betrifft, und um etwas über 3 Prozent, was die anderen industrialisierten Staaten betrifft –, nahmen gerade in dieser Zeit die Exporte in die Dritte Welt um 25 Prozent zu. Die Arbeitslosenzahl der EG wäre damals auf 9 Millionen anstatt auf 6 Millionen gestiegen, wenn die Exporte in die Entwicklungsländer – übrigens inklusive die OPEC-Staaten – nicht gewesen wären.

Was bedeutet nun diese Entwicklung? Nicht zuletzt doch, dass gerade bestimmte und gewisse Industriebetriebe sich auf Kosten der Entwicklungsländer gesundstossen möchten. Unter diesem Aspekt sehen wir die Rolle der Schweiz doch etwas anders, als der Bundesrat dies in der Botschaft beschreibt; vor allem in zwei Punkten:

1. Der Bundesrat betont in der Botschaft, dass der UNIDO-Beitritt der schweizerischen Industrie nütze. Der Schweizer Industrie heisst hier eigentlich vor allem der multinationalen Industrie. Dieser Hinweis ist selbstverständlich nicht verboten, aber angesichts der Lage des Trikontinents fragen wir uns: Geht es nun um eine Entwicklungshilfe der Schweiz oder um die wirkliche Förderung der eigenständigen Bestrebungen der Länder in Afrika, Asien und Lateinamerika? Das Industrialisierungskonzept der multinationalen Betriebe dient bekanntlich gerade nicht einer solchen Entwicklung, wie dies übrigens verschiedene Untersuchungen bis heute gezeigt haben. Ergebnisse sind unter anderem: Verzerrungen der Wirtschaftsstruktur, Abwürgen eigenständiger Projekte, Konkurrenzierung usw. Die UNIDO darf also unserer Meinung nach nicht Vorwand werden zur Sicherung der Vorherrschaft der westlichen Industriestaaten.

2. Der Bundesrat betont in der Botschaft unserer Meinung nach allzu einseitig die privaten Direktinvestitionen und sagt wenig bis gar nichts über die unmittelbare Unterstüt-

zung von Industrien, die von den Entwicklungsländern selbst beherrscht werden. Der Leiter der Schweizer Delegation an der dritten UNIDO-Konferenz – es wurde bereits erwähnt – in Neu-Delhi (Januar bis Februar) hat diese einseitige Position – unserer Meinung nach – zu stark betont, d. h. die äusserst positive Rolle des privaten Sektors bzw. vor allem der direkten Investitionen unterstrichen.

Der Beitritt zur UNIDO liegt unseres Erachtens im Interesse des Schweizervolkes, denn langfristig wird auch bei uns eine ausgewogene wirtschaftliche Entwicklung nur erreicht, wenn die von den multinationalen Industriebetrieben diktierte heutige Arbeitsteilung weltweit überwunden werden kann. Das ist für uns eigentlich auch die Begründung, weswegen wir die Abkoppelungstheorie, die Herr Oehen erwähnt, nicht akzeptieren, sondern weltweit hinarbeiten möchten auf eine neue Weltwirtschaftsordnung, die gerechter ist als die heutige.

Noch kurz ein Wort zur Rolle der Schweiz an der bereits erwähnten dritten UNIDO-Konferenz in Neu-Delhi, welche in offener Konfrontation zwischen den westlichen Industriestaaten einerseits und den Entwicklungsländern und den sozialistischen Staaten andererseits endete. Die westlichen Industriestaaten – inklusive unser Land – stimmten geschlossen gegen die von der sogenannten Gruppe der 77 vorgelegte Deklaration und das dazugehörige Aktionsprogramm.

Die Ziele dieser vorgeschlagenen Massnahmen wurden hier bereits erwähnt. Uebrigens – Herr Hofmann – wurden diese Ziele nicht erst an der dritten Konferenz festgelegt, sondern bereits 1975 in Lima, also an der zweiten Konferenz, dass nämlich der Anteil der Dritten Welt an der Weltindustrieproduktion (von heute 9 Prozent) bis zum Jahr 2000 auf 25 Prozent zu erhöhen sei. Damals hat man das als ein richtiges Ziel anerkannt und hat ihm auch zugestimmt. Was heute vor allem zur Debatte stand, waren die verlangten globalen Fonds zur Finanzierung von Industrialisierungsprogrammen in den Entwicklungsländern. Dieses Ziel erachten wir als richtig und erstrebenswert. Wir möchten diese Forderung unsererseits weiterhin unterstützen.

Merkwürdig fand ich dagegen eine Aussage des schweizerischen Delegationsleiters in Neu-Delhi, nachzulesen in der «NZZ» vom 25. Januar dieses Jahres sowie in der sehr gut zusammengestellten Dokumentation, wonach das Lima-Ziel lediglich ein Symbol für die Bedeutung sei, die der Industrialisierung zugemessen werde. Heute müssen wir das doch so interpretieren, dass die schweizerische Delegation in Neu-Delhi dem seinerzeit in Lima beschlossenen Ziel keinen materiellen Inhalt geben mochte und diese Beschlüsse mehr oder weniger als «Papierbeschlüsse» behandelte. Diese Haltung erstaunt uns um so mehr, als gerade in Neu-Delhi die von Herrn Rothen aufgeworfene Frage (nicht nur die rein quantitative Frage einer Industrialisierung, sondern auch die qualitative Frage nach der Art der Industrialisierung) bekanntlich zur Diskussion stand, das heisst die Erhöhung der industriellen Produktion in der Dritten Welt sollte in Zusammenhang gebracht werden mit der Frage, für wen produziert werden solle. Brasilien ist als sehr gutes Beispiel erwähnt worden. Gerade in Neu-Delhi sollte eine Industrialisierung angestrebt werden, die vermehrt auf die Bedürfnisse der gesamten Bevölkerung ausgerichtet wäre. Es wurde bereits erwähnt: Priorität hatten Landwirtschaft und Industrialisierung, also nicht die Industrialisierung allein. In diesem Zusammenhang möchte ich nun doch Herrn Bundesrat Honegger fragen, welche Haltung unsere Delegation in Neu-Delhi zu diesem Problem der qualitativen Entwicklung in der Industrialisierung vertreten hat. Ich versuchte das aus den Zeitungen zu rekonstruieren; leider ist mir diese Aussage von Botschafter Dunkel in den Augen – bzw. heute in der Kehle – hängen geblieben, weil das eine Zurücknahme der Lima-Forderung bedeutet.

Zum Schluss: Unsere Fraktion stimmt dem UNIDO-Beitritt zu. Wir möchten aber – das ist wichtig –, dass die Schweiz in dieser Organisation eine positive und fortschrittliche Haltung einnimmt. – Ich bitte Sie, den Nichteintretensantrag des Herrn Oehen abzulehnen.

Dürr: Im Namen der CVP-Fraktion bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und den Antrag Oehen abzulehnen. Herr Oehen glaubt, die weltwirtschaftliche Entwicklung von der Schweiz aus in seinem Sinne beeinflussen zu können. Ich glaube, das gelingt ihm nicht.

Im Jahre 1975 wurde der UNIDO das Statut einer Spezialorganisation der Vereinten Nationen gegeben. Das Ziel wurde bereits bei der Schaffung dieser Organisation 1967 umschrieben als Förderung der Industrialisierung der Entwicklungsländer sowie industrielle Zusammenarbeit auf weltweiter Ebene.

Solche Absichten konnten der Schweiz als führender Welt handelsnation mit einer hochentwickelten, stark exportabhängigen Industrie nicht gleichgültig sein. Alles, was auf diesem Sektor geschieht, berührt uns unmittelbar. Die sich anbahnende Industrialisierung in den Entwicklungsländern wird unvermeidlich auch unser Land tangieren und auf den für uns fast lebenswichtigen Aussenhandel zurückwirken. Diese Entwicklung sollte daher von oder mit uns in eine Richtung geleitet werden, die den Entwicklungsländern zugute kommt, aber auch mit den Interessen der Industriestaaten und damit unserem eigenen Land in Einklang steht. Das waren die Motive, die zum Bundesbeschluss von 1968 geführt haben, mit der UNIDO – damals noch eine Organisation der UNO – zusammenzuarbeiten. Wenn wir heute den Beitritt beschliessen, ändert das an der Sache nichts. Rechtlich treten wir durch einen Staatsvertrag einer internationalen Organisation bei.

Zur derzeit sehr gewichtigen finanziellen Frage ist zu bemerken, dass uns dieser Beitritt gegenüber dem bisherigen Engagement nur zirka 80 000 Schweizerfranken höher zu stehen kommen wird. Die Mitsprache in dieser wichtigen Frage der Entwicklungszusammenarbeit sollte uns diese Mehrausgabe wert sein.

Schliesslich ist der Beitritt zur UNIDO jederzeit durch Kündigung rückgängig zu machen, was den ewig Kritischen unter uns Beruhigung und Versicherung sein soll. – Die CVP-Fraktion stimmt dem Antrag auf Beitritt zu.

Alder: Nach den langen Ausführungen über die Problematik der Industrialisierung halte ich dafür, es sei an der Zeit, uns auf die Ausgangslage zurückzubedenken. Sie wissen, dass die UNIDO bis heute ein Organ der Generalversammlung der Vereinten Nationen war und dass eine Umwandlung dieses Organs in eine selbständige Spezialorganisation der UNO geplant wird. Für uns geht es heute weder um die Frage, ob wir diese Umwandlung als solche unterstützen oder ablehnen – sie wird vollzogen werden –, es geht auch nicht um die Frage, wie es sich mit der Industrialisierung in der Dritten Welt verhalte. Es geht einzig und allein um die Frage, ob wir dieser Spezialorganisation der UNO beitreten wollen.

Hier möchte ich darauf aufmerksam machen, dass wir eine sehr lange schweizerische Tradition haben, in den Spezialorganisationen der Vereinten Nationen mitzuarbeiten, vor allem in den Spezialorganisationen mit wirtschaftlichen Zielsetzungen. Wir halten dafür, dass wir diese Tradition auch in diesem Falle fortsetzen sollten, vor allem deshalb, weil es um eine wichtige Frage der künftigen Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und den sogenannten Entwicklungsländern geht. Von dort her besteht also sicher kein Grund, dem Antrag Oehen zuzustimmen.

Hinzu kommt das spezielle Interesse der schweizerischen Wirtschaft an einer geordneten Zusammenarbeit mit den Ländern der Dritten Welt. Herr Herczog: Es geht nicht um die Multinationalen, sondern um die vielen mittleren und kleineren Unternehmen in der Schweiz. Gerade die Multis dürften die UNIDO am wenigsten nötig haben. Im übrigen

mache ich darauf aufmerksam – Herr Herczog –, dass interessanterweise der Exekutivdirektor der UNIDO, Herr Abd el-Rahman Khane – ich habe mir soeben sagen lassen, das sei ein Algerier –, einen Bericht vorgelegt hat, welcher sich unter anderem mit einer internationalen Industriefinanzierungsagentur befasst, und in diesem Bericht findet sich unter anderem die Bemerkung, dass diese Agentur als Dritte-Welt-Investitionsbank fungieren und auch die Errichtung von multinationalen Industrieunternehmen fördern soll. Offenbar scheint man sogar in diesen Kreisen die Funktion der Multinationalen anders zu beurteilen, als Sie das soeben getan haben.

Mit dem Ja zum Beitritt zur UNIDO verbinden wir – das möchte ich dennoch festhalten – keine Industrialisierungseuphorie. Der Bundesrat hat in der Botschaft die Problematik der Industrialisierung und all der Fragen, die damit zusammenhängen, recht gut hervorgehoben. Ich verweise auf den Schluss von Ziffer 21, wo Sie das nachlesen können, dies für all jene, die sich heute so intensiv mit dem Problem der Industrialisierung auseinandergesetzt haben. Wir teilen die kritische Beurteilung, die in der Botschaft zum Ausdruck gekommen ist. Ich weiss auch nicht, Herr Kaufmann, ob die Industrialisierung nun wirklich die schnellste wirtschaftliche Entwicklung der Länder darstellt, wie Sie das gesagt haben, aber ich glaube, es geht ja heute nicht darum, dass wir uns über diese Probleme im Detail unterhalten, sondern um den Beitritt zu dieser Organisation. Im übrigen ist hingewiesen worden auf die Konferenz in Delhi. Sie wissen alle, dass diese Konferenz mit einem Misserfolg geendet hat. Auch hier meinen wir: Wir dürfen den Misserfolg nicht dramatisieren. Der Weg der Industrialisierung ist ein sehr langer Prozess und bedarf noch eingehender, langer Diskussionen zwischen den beteiligten Staaten. Man kann in diesem Zusammenhang sicher auch nicht von einer Ungerechtigkeit von mehreren Generationen sprechen, wie das Herr Herczog getan hat, die es nun wiedergutzumachen gilt. Sonst müssten Sie die Geschichte überhaupt als ungerecht bezeichnen. Und dann muss ich Sie fragen, welches wäre dann nach Ihrer Auffassung die «gerechte» Geschichte? Wir glauben, die Haltung, welche der Bundesrat in Delhi eingenommen hat, ist richtig, und wir bitten den Bundesrat im Sinne der massvollen Haltung, die er dort formuliert hat, auch weiterhin die Schweiz in dieser Organisation zu vertreten. Wir machen uns keine Illusionen über eine rasche und annehmbare gute Lösung der anstehenden Probleme, aber, Herr Oehen, wir sollen und können diesen Problemen nicht einfach dadurch ausweichen, dass wir der UNIDO nicht beitreten, zumal die finanziellen Folgen, wie wiederholt festgestellt wurde, bescheiden sind. Wir empfehlen Ihnen deshalb ebenfalls Eintreten und Zustimmung zur Vorlage.

M. Cevey, rapporteur: J'aimerais tout d'abord dire à l'adresse de M. Oehen qu'il n'y a pas de commune mesure entre le paupérisme et le chômage, dus au sous-développement non seulement industriel mais dans sa globalité, sévissant dans les pays qui font l'objet de la sollicitude de l'ONUDI et d'autres organisations, d'une part, et la situation économique et sociale dans les pays industrialisés, d'autre part, si redoutable soit-elle en certaines circonstances et en certains lieux.

Par ailleurs, M. Oehen me paraît ignorer délibérément les effets de l'industrialisation des pays du tiers monde, comme d'ailleurs de leur développement en général, sur l'accroissement de la demande globale et dès lors sur le développement du commerce international, donc, enfin, sur la situation économique des pays industrialisés comme le nôtre. Nous pouvons raisonnablement attendre un effet très positif à moyen et à long terme du développement des pays du tiers monde. Je crois que cet espoir est à la base de toute l'action qui se développe dans différentes directions et dans l'esprit que nous avons essayé de rappeler tout à l'heure.

Nous ne pouvons aborder nos partenaires des pays les moins favorisés dans le dialogue Nord-Sud avec la prétention de leur donner des leçons, même avec l'expérience de la vieille pratique industrielle et des erreurs qu'elle n'a pas empêchées – disons-le en passant. Nous devons mettre nos partenaires en confiance, en les traitant sur pied d'égalité, comme des adultes, des responsables qu'ils sont. Toute autre attitude risque d'être interprétée comme la volonté des nantis de se protéger en quelque sorte contre la concurrence future de l'industrie qu'ils auraient eux-mêmes aidé à créer dans ces pays.

Pour le reste, il tombe sous le sens qu'il est utile que nous informions nos interlocuteurs de certaines expériences faites chez nous. C'est dans le cadre d'organisations comme l'ONUDI que nous pouvons engager un dialogue positif et profitable avec ceux dont nous voulons encourager le développement. Il est faux de prétendre que l'action de l'ONUDI va décourager le développement dans le domaine agricole. Il ne s'agit pas de substituer à des activités primaires réellement productives des activités industrielles génératrices un jour d'un nouveau prolétariat, lorsque cela n'est pas nécessaire.

J'attire l'attention du conseil sur les lettres *g* et *h* de l'article 2 de l'acte constitutif de l'ONUDI, texte que vous trouvez dans le message du Conseil fédéral et qui nous dit clairement que: «l'ONUDI assiste les pays en développement dans la création et la gestion d'industries, y compris d'industries liées à l'agriculture et d'industries de base, afin de parvenir à la pleine utilisation des ressources naturelles et humaines localement disponibles, d'assurer la production de biens destinés aux marchés intérieurs et à l'exportation et de contribuer à l'autonomie économique de ces pays.» A la lettre *h*: «L'ONUDI sert de centre d'échanges d'informations industrielles et, en conséquence, rassemble et contrôle de façon sélective – j'insiste là-dessus – analyse et élabore aux fins de diffusion des données concernant tous les aspects du développement industriel aux niveaux global, régional et national ainsi qu'au niveau des différents secteurs, y compris les échanges portant sur les données d'expérience et les réalisations technologiques des pays industriellement développés et des pays en développements dotés de systèmes sociaux et économiques différents.» Ces textes me paraissent importants et ils me semblent, en tant que principes d'action, devoir apaiser les craintes de certains et surtout nous éloigner de la tentation de cacher derrière de telles craintes le moindre des sentiments égoïstes.

Pour le reste, je constate que les porte-parole des groupes se déclarent tous favorables à l'entrée en matière; je les en remercie; ils ont compris tout à la fois où sont notre devoir et notre intérêt à long terme dans cette affaire.

Le président: Le groupe libéral a renoncé à prendre la parole mais a déclaré être pour l'entrée en matière.

Kaufmann, Berichterstatter: Ich glaube, es ist nicht unsere Aufgabe, sich mit den Voten auseinanderzusetzen, in denen Ihnen beantragt wird, auf die Vorlage einzutreten. Darum möchte ich mich auf das Votum von Herrn Oehen beschränken. Die Bedenken von Herrn Oehen wurden auch in der Kommission geäußert und behandelt. Wir liessen uns aufgrund von Tatsachen überzeugen, dass sowohl die UNIDO als auch der schweizerische Bundesrat einer mittleren Technik und einer vernünftigen Industrialisierung verpflichtet sind und auch Rücksicht auf die ökologischen Zusammenhänge nehmen wollen. Darf ich Sie auf die Ausführungen in der Botschaft – ich musste mir diese auch in der Kommission entgegenhalten lassen – auf den Seiten 4, 5, 10 und 11 und auf die Satzung in Litera *h* verweisen. In der Botschaft sind auf den Seiten 10 und 11 die in Vorbereitung stehenden Projekte erwähnt: Finanzierung einer Fabrik zur Herstellung von keimfreiem Wasser in Sri Lanka; die Errichtung einer Fabrik für die Verar-

beitung von Nüssen in Mali. Von den verwirklichten Projekten sind in der Botschaft zum Beispiel folgende genannt: Entwicklung der Biogastechnologie in Tansania, Obervolta und in Afghanistan; Errichtung einer Modellanlage zur Verwendung proteinreicher Algen in Mexiko usw. Das entspricht Ihrer und unserer Auffassung über die Entwicklung der Industrie in diesen unterentwickelten Länder. Herr Oehen, Sie haben sich dann noch über die Kosten Sorgen gemacht. Ich kann Ihnen folgendes, wiederum unter Berufung auf die Botschaft, sagen. Die Kosten der Mitgliedschaft werden ungefähr 580 000 Franken im Jahr betragen statt wie bisher 509 000 Franken. Ich verweise Sie auf Seite 18 der Botschaft. Daneben gibt es aber natürlich noch die Beiträge in den Fonds für die industrielle Entwicklung, und auch das ist in der Botschaft auf Seite 10 nachzulesen. In den Jahren 1979 und 1980 haben wir hierfür 2 Millionen Franken aufgewendet, und diese Aufwendungen erfolgten im Rahmen unseres Rahmenkredits und im Rahmen des Budgets. Sie stehen also unter parlamentarischer Kontrolle. Die beiden Beiträge, also Mitgliedschaftsbeiträge einerseits und Beiträge an den industriellen Entwicklungsfonds andererseits, sind auseinanderzuhalten. Gesamthaft entnehmen Sie diesen Zahlen auch, dass wir für die industrielle Entwicklung im Vergleich zur gesamten Entwicklungshilfe der Schweiz eigentlich recht wenig aufwenden.

Bundesrat **Honegger**: Ich darf bestätigen, was Ihnen die beiden Herren Rapporteurs dargelegt haben, dass nämlich die Schweiz ihre Aufgabe in der UNIDO immer darin gesehen hat, die kleinen und mittleren Industrien in den Entwicklungsländern zu fördern. Mit dieser Politik soll verhindert werden, dass die Bevölkerung in die Städte abwandert und dort das Arbeitslosenheer vergrössert. Es sollen also Betriebe gefördert werden – und das auch an die Adresse von Herrn Herzog –, die mit der Landwirtschaftsproduktion etwas zu tun haben und die auch geeignet sind, zum Beispiel landwirtschaftliche Produkte zu veredeln. Dazu gehört auch die Verarbeitung von Holz und anderen lokal zu findenden Rohstoffen. Es geht also, Herr Herzog, nicht darum, nur die grossen Projekte zu fördern oder nur die multinationalen Firmen hier einmal mehr ins Rampenlicht zu stellen!

Unsere Delegation hat sich Mühe gegeben, in der UNIDO die Politik zu vertreten, die ich Ihnen nun geschildert habe. Ich mache aber auch kein Hehl daraus, Herr Oehen, dass wir an einer gewissen Industrialisierung in den Entwicklungsländern direkt interessiert sind. Unsere Wirtschaft ist darauf angewiesen, auch in die Entwicklungsländer exportieren zu können. Darf ich Sie darauf aufmerksam machen, dass 25 Prozent unseres Gesamtexportes in die Entwicklungsländer gehen. Und wenn diese Entwicklungsländer nicht in der Lage sind, die Devisen aufzubringen, um ihre Importe zu bezahlen, dann können wir unsere Exporte ins Kamin schreiben. Wenn wir den Entwicklungsländern das Geld schenken, damit sie Devisen erhalten, um unsere Exporte zu bezahlen, ist das ein Weg. Der gescheiterte Weg ist meines Erachtens aber der, dass man den Entwicklungsländern Gelegenheit gibt, sich zu industrialisieren, damit sie auch exportieren können, auf diese Art und Weise zu Devisen kommen und damit ihre Importe finanzieren können.

Zu den Kosten muss ich mich nicht mehr äussern. Ich glaube, das ist ein kleines Missverständnis, Herr Oehen: Man muss unterscheiden zwischen den Beiträgen in die Organisation UNIDO und den Mitteln, die über die UNIDO zur Finanzierung von Projekten und zur Durchführung von Projekten zur Verfügung gestellt werden. Herr Kaufmann hat Ihnen die Lage richtig dargestellt

Herr Hofmann, Sie haben mit Recht darauf aufmerksam gemacht, dass die Ziele, die sich vor allem die UNIDO-Konferenz von Delhi gesetzt hat, utopisch sind. Das war ja auch der Grund, weshalb diese Konferenz schlussendlich gescheitert ist. Das war der Grund, weshalb die Industrie-

staaten eben nicht mitmachen konnten. Ich habe es nicht bedauert, dass dort diese Konfrontation einmal ausgetragen worden ist. Die Entwicklungsländer wissen nun, woran sie sind, und wir Industriestaaten wissen auch, woran wir sind. Was Ihre Vorbehalte betrifft, Herr Hofmann: Die Schweizer Delegation wird nach wie vor diese Politik in der UNIDO vertreten, die ich Ihnen darzulegen versucht habe. Wenn nun die UNIDO wirklich eine ganz andere Politik betreiben sollte – Sie haben selbst darauf aufmerksam gemacht –, könnten wir dann nötigenfalls Artikel 6 anwenden.

Ich möchte Sie bitten, den Nichteintretensantrag von Herrn Oehen abzulehnen und dieser Vorlage zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten)	87 Stimmen
Für den Antrag Oehen (Nichteintreten)	2 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für die Annahme des Beschlusentwurfes	87 Stimmen
Dagegen	2 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

79.081

Konjunktur. Bundesgesetz Conjoncture. Loi

Botschaft und Gesetzentwurf vom 21. November 1979

(BBI 1980 I, 281)

Message et projet de loi du 21 novembre 1979 (FF 1980 I, 285)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Cevy, rapporteur: La Confédération procède aux enquêtes que requiert la politique conjoncturelle.

En adoptant ce 5e alinéa de l'article 31quinquies: nouvelles dispositions constitutionnelles qui chargent l'autorité fédérale de veiller à assurer l'équilibre de l'évolution conjoncturelle et lui confèrent la compétence de prendre des mesures adéquates, le peuple et les cantons ont saisi l'importance de l'analyse de la situation économique et des prévisions qui en découlent. Qu'il s'agisse du corps humain ou de l'économie, les troubles générateurs de déséquilibre doivent être décelés assez tôt pour que les remèdes puissent être choisis et administrés dans des délais utiles et de manière efficace; mais cette efficacité sera d'autant plus grande que diagnostic et pronostic auront pu se fonder sur des données exactes et sûres.

Il faut noter qu'une norme semblable à celle de l'alinéa 5 de l'article 31quinquies figurait dans la première mouture

UNIDO. Beitritt

ONUDI. Adhésion

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1980
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	79.080
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.03.1980 - 16:00
Date	
Data	
Seite	334-342
Page	
Pagina	
Ref. No	20 008 422

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.